Document generated on 07/19/2025 3:21 a.m.

Bulletin d'histoire politique

Sur l'Italie fasciste et le Québec des années 1930
Beaucoup de bruit pour rien

Gonzalo Arriaga

Volume 12, Number 1, Fall 2003

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1060663ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1060663ar

See table of contents

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Arriaga, G. (2003). Sur l'Italie fasciste et le Québec des années 1930 : beaucoup de bruit pour rien. *Bulletin d'histoire politique*, *12*(1), 211–234. https://doi.org/10.7202/1060663ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2003

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Beaucoup de bruit pour rien

Sur l'Italie fasciste et le Québec des années 1930

GONZALO ARRIAGA [1]
Docteur en Science Politique
Université Complutense de Madrid

> Ci vorrà del tempo; ma quando si è impegnata una lotta, camerati, non è tanto il tempo che conta, ma la vittoria.
>
> Benito Mussolini

LE DÉBAT

Vers le milieu des années 1990, de nombreux et intenses débats ont eu lieu dans les revues scientifiques et, de là, ont fleuri dans les médias canadiens et québécois quant au degré de « fascistization » de la société québécoise de la période de l'entre-deux-guerres [2]. Ces controverses eurent même, de façon surprenante, de singuliers échos à la Chambre des Communes [3].

Parallèlement à ces polémiques, au cours de la même période, les études académiques furent légion en ce qui a trait à l'étude du pétainisme québécois et ses rapports avec le Québec intellectuel. Ces études furent pionnières dans le domaine, et furent certainement les bienvenues, en jetant un regard neuf sur une période délibérément délaissée de l'histoire du Québec [4]: l'entre-deux-guerres.

Toutefois, cette production académique eut un effet pervers; elle alimenta un débat récurrent dans une certaine opinion publique: le Québec fut-il — ou du moins son intelligentsia — fasciste? Si la question mérite d'être posée et étudiée, il faut, néanmoins, que l'analyse marmoréenne soit de rigueur. C'est bien ce que nous tâcherons de faire ici: répondre à cette interrogation. Pour y parvenir, nous ferons une brève récapitulation historique, accompagnée d'une remise générale en contexte, et nous analyserons l'influence du fascisme italien au Canada français.

À nos yeux, cette fausse polémique sur la présence du fascisme au Québec demeure bien vivante, et se répète lorsque les milieux ethniques minoritaires de la province se sentent brimés dans leurs droits et libertés. Si les uns hurlent au loup, les autres, les milieux intellectuels proches de nationalisme actuel s'indignent d'une telle affiliation idéologique. « Fascistes, nous ? » s'interrogent-ils d'abord, outrés, qu'ils ont ensuite la réponse toute prête : « Pas plus qu'ailleurs ! ». S'il est bien vrai que l'amalgame est plutôt simple à faire, nous croyons fermement toutefois que cette levée de boucliers empêche le débat de prendre corps et d'en tirer toute la « substantifique moelle » nécessaire.

Pour étudier la période de l'entre-deux-guerres, nous devons oublier l'oubli volontaire où nous l'avons laissée choir.

Le fascisme dans son époque

Pour l'auteur de cette étude, il est tout à fait exact que certaines convergences étaient flagrantes entre la pensée politique de l'extrême droite des élites nationalistes québécoises et leurs homologues européennes, et que les penseurs de cette mouvance du Nouveau Monde puisaient leurs idées à partir de celles mises de l'avant en Europe. Mais cela ne fut en rien particulier au Québec.

Devant les insuffisances du système capitaliste, tous les milieux intellectuels mondiaux critiques aux démocraties, qu'ils fussent français, espagnols, roumains, britanniques, canadiens anglais[5] ou même américains, trouvaient un modèle à suivre, pour combattre le péril rouge, dans les méthodes de régénération sociale proposées par l'Italie fasciste. Toute une génération d'intellectuels fut tentée de suivre le *glamour* idéologique de la voie pavée par Mussolini. Il ne faut pas oublier que le fascisme à l'époque était une alternative politique *possible* et *respectable*, et ce, tout comme pouvaient l'être le libéralisme ou le conservatisme. C'était la troisième voie, entre capitalisme et communisme. Dans le spectre politique mondial, les seuls qui s'opposaient au fascisme étaient les partis de gauche[6], qui étaient considérés comme les pestiférés de la politique mondiale depuis la révolution bolchevique de 1917.

Nonobstant, il est complètement abusif, n'en déplaise à certains, de croire que l'importance et le poids dans la société du mouvement nationaliste québécois d'extrême droite étaient tels qu'ils transcendaient et rayonnaient hors des frontières de la nation. Hors du Québec et du Canada, à part les hauts fonctionnaires publics, les journalistes et quelques analystes de la scène politique, peu de gens connaissaient des mouvements ou des groupes — à tout le moins folkloriques — fascistes canadiens-français comme les

Chemises brunes d'Anaclet Chalifoux, ou nazis pancanadiens, comme le *Parti National social-chrétien d'Adrien* Arcand et Joseph Ménard. Le Canada français était une curiosité exotique, mais certainement pas un modèle intellectuel à suivre.

Une telle conscience de la pseudo importance du Canada français sur le plan international durant cette époque pouvait — à l'époque comme aujourd'hui — flatter l'*ego* nationaliste, en dotant le Québec d'une majesté qu'il n'avait pas, mais elle est certainement éloignée de la vérité historique. Nous expliquons notre affirmation précédente. Sur le plan politique, disons-le crûment: le Canada français était, durant le *Ventennio* fasciste (1922-1942), politiquement parlant, du menu fretin. Il n'était doté d'aucun poids, tant politique comme économique, dans l'arène politique mondiale, et par ce fait, la province ne soulevait aucun intérêt ni enthousiasme parmi les hiérarques du régime fasciste italien.

À priori donc, le Québec était dénué de tout intérêt. Sur le plan stratégique, il en était tout autrement. Le Québec était une infime région qui faisait partie d'un tout autrement plus important: l'Empire britannique. Et, pour l'Italie, c'est cette condition qui seule pouvait compter.

La conception italienne du monde

Selon la *Weltanschauung* de Mussolini et de son *Regio Ministerio degli Affari Esteri*, le partage territorial et géopolitique de la planète se faisait en blocs.

L'Empire britannique avait sa sphère d'influence et ses colonies, qui abreuvaient inlassablement l'économie de la métropole; les États-Unis avaient établi fermement leur cour arrière en Amérique du Sud et aux Philippines au cours de leur expansion territoriale du XIXe siècle, et l'URSS avait, dans ses steppes asiatiques, son espace vital et les ressources nécessaires à son développement ultérieur. Pour sa part, l'Allemagne avait perdu sa place parmi les puissances coloniales au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Cependant, l'Italie mussolinienne conservait quelques semblants de colonies qu'elle avait conquises en Afrique à la fin du XIXe siècle (Somalie et l'Érythrée), en Méditerranée lors des campagnes de 1911-1913 sur les Turcs (Îles du Dodécanèse, et la Tripolitaine), le protectorat de l'Albanie, et aspirait à recréer le *Mare Nostrum* de l'Empire romain, dont l'Italie était nécessairement l'héritière spirituelle, quitte à blesser les susceptibilités et les intérêts coloniaux de ses voisins européens au passage [7].

Pour Mussolini, la puissance gouvernant le Canada était la Grande-Bretagne. De fait, l'ambassade du Royaume d'Italie au Canada se trouvait à

Londres, le territoire canadien n'hébergeant des consulats italiens qu'à Ottawa, Montréal et Toronto, là où la présence d'une importante colonie italienne le requérait[8].

L'IMPORTANCE DU CANADA DANS LE MONDE

Pour le régime italien, le Statut de Westminster[9] de 1931, qui venait d'être signé entre la Grande-Bretagne et les dominions du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Union Sud-africaine, de l'État libre d'Irlande et de Terre-Neuve, n'octroyait pas aux colonies une indépendance *de facto* vis-à-vis de la métropole. Le statut établissait une relation plus relâchée avec la puissance coloniale qui dotait ses dominions d'une *certaine* autonomie politique.

Le Statut abrogeait, par exemple, l'obligation de ratifier les lois coloniales selon le *Colonial Laws Validity* Act de 1865 (art. 2.1), en arrêtant de promulguer et d'appliquer les lois du Royaume-Uni à l'ensemble des dominions membres de l'Empire, sauf demande expresse et avec le consentement de ces derniers (art. 4), et en cessant d'utiliser l'expression « colonie » pour parler de ses désormais « dominions » d'outre-mer (art. 11).

Dans le cas canadien, le Statut de Westminster était limpide : l'octroi de ce statut par la Grande-Bretagne n'impliquait pas une abrogation de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (AANB) de 1867 (art. 7.1), pas plus que l'acquisition de nouveaux pouvoirs n'étant pas dévolus et prévus par l'AANB comme compétence exclusive du parlement canadien ni des provinces formant la confédération canadienne (art. 7.3).

Pour l'Italie fasciste, l'essentiel du Statut se résumait à peu de chose : le Canada dépendait *encore* politiquement de la Grande-Bretagne. Les leviers importants de la politique extérieure (déclaration de guerre) restaient entre mains britanniques, et par cela même, les colonies étaient assujetties au bon vouloir de la monarchie anglaise et de sa Très Gracieuse Majesté le Roi, que cela leur ait plu ou pas.

Pour le dictateur italien, hormis son aversion envers le communisme, l'éternel ennemi idéologique, son unique rival et le plus direct en Méditerranée du fait de la puissance et de l'importance des bases de sa marine de guerre — Malte, Gibraltar, Suez — le seul qui pouvait contrer ses rêves de *grandeur*, et qui devenait par ce fait même la puissance ennemie à abattre, la puissance à bouter hors de son espace vital, c'était la Grande-Bretagne.

L'IMPORTANCE DU CLÉRICO-NATIONALISME CANADIEN-FRANÇAIS

Et c'est là, aux prises avec la *Grande stratégie* de Mussolini, que les nationalistes canadiens-français[10] pouvaient espérer entrer en jeu et faire

valoir leurs maigres atouts pour atteindre leurs objectifs. Pour les hiérarques italiens, les nationalistes canadiens-français étaient un pion sur un tableau d'échecs que l'on pouvait avancer librement pour attaquer le Roi adverse sans avoir trop à craindre. Car, pour les fascistes, la seule partie qui se devait d'être jouée, et la seule guerre qu'ils pouvaient espérer gagner contre un si puissant adversaire, était un conflit sournois, de basse intensité. La méthode préconisée par les Italiens fut celle d'accroître et de fomenter les problèmes nationaux à travers l'Empire britannique, de créer le plus grand nombre d'abcès suppurants à sa grandeur, pour réussir, *à très long terme*, à briser sa cohésion, à le déstabiliser, et surtout, à le désagréger [11].

Dans l'appui fasciste, les nationalistes canadiens-français y trouvaient également leur compte : le fascisme italien représentait la volonté de s'assumer pleinement comme nation, et surtout, la *volonté d'agir comme peuple*, en secouant le carcan fédéral. Ainsi le constatait le nationaliste Paul Bouchard, directeur du journal *La Nation*, dans une ferme déclaration d'intentions :

> Nous croyons fermement que le vieux rêve des ancêtres, celui d'une Nouvelle-France, d'un État français sur les rives du St Laurent doit être réalisé parce que la société politique dont nous faisons partie est bâtarde et hybride, nous maintenant dans un état d'infériorité qu'entrave le libre épanouissement de nos facultés nationales. Nous nous efforcerons de démontrer tous les avantages ethniques, culturels et économiques d'un État libre français en Amérique [12].

Pour instiller le credo fasciste dans le nationalisme, la propagande était un moyen tout indiqué : peu de risques, peu cher, et surtout, dans n'importe quelle démocratie qui se respecte, la liberté de pensée, de presse et d'association ne sont-elles pas des piliers du système ? Son rôle d'agitation intellectuelle était simple : grâce à celle-ci, l'endoctrinement au fascisme se devait d'être l'étincelle qui ferait brûler la flamme de la foi dans les élites intellectuelles locales, dans ce nouveau type de « religion séculière » [13].

Empire britannique et propagande italienne

Le dur labeur de sape de l'intelligentsia fasciste commença dès les années 1930. De l'Inde au Canada, d'Irlande à l'Écosse, en passant par Gibraltar et Malte, la « bonne nouvelle » fasciste devait se répandre à travers le monde dominé par l'Empire britannique [14], mais plus particulièrement aux régions qui constituaient, selon Mussolini, la prison méditerranéenne de l'Italie [15]. Ces territoires étaient des objectifs prioritaires.

Cependant, le credo officiel transmis aux autres nations en devenir devait être utile à l'Italie : il devait glorifier sa culture, sa langue, son histoire,

son modèle de société, son système politique et de gouvernement. L'Italie devait rayonner comme un soleil dans les consciences, et édifier les esprits comme l'Esprit Saint éclaire les âmes en quête d'absolu. Toutefois, il n'était pas question de créer une conscience ou une volonté fasciste dans une nation qui puisse devenir, à la longue, une rivale dangereuse pouvant contrer les prétentions italiennes.

Par cela même, le contrôle sur les publications publiées et envoyées à l'étranger était extrêmement serré. Les publications italiennes étaient triées sur le volet et sélectionnées en fonction du niveau d'adéquation politique de la nation visée par la propagande[16]. L'Italie voulait créer des consciences analogues au sein de l'Empire ennemi, mais pas au prix d'envenimer très sérieusement les relations diplomatiques avec les Britanniques. C'est bien connu : avant la Deuxième Guerre mondiale, rien ne valait une guerre, pas même Dantzig.

L'Italie avait une histoire millénaire : elle avait le temps de voir venir[17].

La guerre, *Si signore*?

Avant l'offensive italienne de juin 1940, déclenchée à la vue des succès des armées allemandes, les ardeurs guerrières fascistes étaient bien tempérées[18]. Mussolini écrivait, dans un de ses plus célèbres articles[19], que la volonté et la tendance à l'empire de son gouvernement étaient une « manifestation de vitalité » (« les morts n'ont pas de volonté impériale », affirmait-il, mi-boutade, mi-vérité, à l'historien allemand Emil Ludwig[20]), mais qu'avant d'atteindre ce stade, la « puissance d'un État » était « le résultat d'une quantité d'éléments, et non pas exclusivement militaires » qui se devaient impérativement d'être résolus.

De ces éléments, le matériel humain était la pierre d'achoppement de la construction de l'Empire fasciste. Comme l'État transmet « l'esprit du peuple », et que « le fascisme était passé, présent, et surtout futur », avant de se lancer dans l'aventure de la guerre, il fallait auparavant « coordonner les efforts, les devoirs et les sacrifices »[21] des citoyens et de la Nation grâce à une éducation nationale qui les doterait d'un esprit nouveau, nationaliste, qui les rendrait « vraiment capable[s] « d'oser » et de passer à l'action »[22].

L'historien George L. Mosse disait que Mussolini s'était lancé, durant son régime, avant toute autre chose, à faire « la conquête du consensus populaire »[23]. Mais pour accomplir cela, ajouterions-nous, Mussolini se devait de créer, dans le futur, une *communauté d'âme* ou, comme écrivait le philosophe Giovanni Gentile, de « cimenter la Nation pour en faire une vraie »[24]. Préalablement à toute guerre d'expansion territoriale ou d'unification continentale[25], Mussolini se devait de créer un nouveau type d'italien : l'homme

nouveau fasciste. Ce qui était loin d'être le cas dans les années 1930 en Italie.

Cependant, il y avait tout un abîme entre la rhétorique et la pratique. L'Empire, oui, mais sans presse [26]. Lutter contre l'Angleterre, oui, mais pas à visage découvert, du moins pour le moment. Il fallait que tout soit prêt, que l'Italie soit régénérée, tant au niveau matériel que spirituel, selon les plans du *Duce*, pour se lancer finalement à l'action.

De par ses propres limitations humaines et matérielles, la création de mouvances fascistes dans les contrées des Empires rivaux, pour le gouvernement italien, était la seule guerre abordable, à peu de coûts, que l'on pouvait se permettre sans trop de risques.

Mais en attendant, « l'intoxication » des élites par la propagande italienne devait se passer en douceur, ayant l'air d'être complètement spontanée et, surtout, *propre* au lieu d'éclosion.

LES ÉLITES

L'action de la propagande était centrée sur les élites intellectuelles, qui détenaient une partie des leviers du pouvoir. Mais pour l'agitation sociale et la propagande, le *Uffizio NUPIE*, du *Regio Ministerio della Cultura Populare* [27] mit également à contribution les Maison d'Italie et les immigrés italiens vivant dans les communautés ciblées [28].

Les Cercles de Culture italienne, fréquentés par les intellectuels *chics* de l'époque, étaient régulièrement alimentés de brochures idéologiques de toutes sortes [29]. Et les nationalistes canadiens-français étaient réceptifs à leur contenu. L'Italie était un exemple, et cette valeur devint, dans certaines sphères du Canada français, une essence politique qu'il fallait copier. Comme l'affirmait Paul Bouchard, directeur du journal séparatiste *La Nation*:

> En effet, il y avait quelque chose de sain [...] dans le mouvement italien. D'abord, l'idée de mettre de l'ordre dans un pays [...]. Il y avait l'idée du corporatisme, une option de moyen terme entre capitalisme et le marxisme. [...] C'était une solution médiane, une solution que nous jugions intéressante. L'opinion catholique lui était, en général, favorable [...] [30].

Grâce à l'action de la propagande, on espérait créer, *à très long terme*, une classe d'apparatchiks autochtones dociles qui épouseraient les points de vue italiens. Dans le cas québécois, advenant le cas d'une hypothétique indépendance, ces mêmes hommes d'appareil pourraient se plier aux mandats venus de Rome et surtout, aux compensations économiques (en matières premières, par exemple) en droit d'être exigées par le régime fasciste pour leur concours et soutien à l'indépendance du Québec.

Importance du fascisme

Mais il y avait loin de la coupe aux lèvres. En attendant le grand soir, les fascistes italiens considéraient avec commisération les débats politiques qui se faisaient au Québec à l'époque, ainsi que son actualité politique. Les rapports du *NUPIE* montrent clairement que les discours anticommunistes du premier ministre Maurice Duplessis étaient fort prisés des autorités italiennes, et que toute agitation en faveur du fascisme soulignée par la presse était signalée aux décideurs du MinCulPop.

Par cela même, les autorités fascistes avaient pris la mesure[31] du support au phénomène *politique* fasciste au Québec: il était complètement négligeable, pour ne pas dire inexistant. Cependant, une *idéologie* fascisante, fort diffuse, était répandue et continuait de s'étendre sous le manteau des institutions cléricales. Ce *phénomène idéologique*, dans le sens que lui octroyait Renzo De Felice, nous laisse croire que cette idéologie aurait pu converger avec les mouvements politiques se réclamant du fascisme le fait venu.

Quoiqu'à cette époque, le fascisme, au Québec, comme *parti politique* était encore fortement embryonnaire. Pour les fascistes italiens, les espoirs étaient ailleurs. Les bases politiques étaient là, mais il fallait les rendre cohérentes, et surtout, canaliser leurs efforts à travers un chef afin qu'ils ne forment qu'une unité de pensée, d'action et surtout, de volonté.

Église et fascisme

Il faut dire que les atouts fascistes pour se gagner les clérico-nationalistes québécois étaient flagrants: les accords de Latran de 1929 résolvaient la question religieuse, en vigueur dans le monde catholique depuis l'annexion des États pontificaux et de Rome en 1871, en octroyant au Pape un pouvoir temporel au Vatican; de même, la laïcité était bannie des écoles italiennes.

Les paroisses du Canada français n'auraient plus besoin d'envoyer des zouaves pontificaux, comme en 1870, défendre les biens de l'église sur terre. Le régime fasciste s'en chargeait. En Italie, le règne des « mécréants », libéraux, francs-maçons et bolcheviques avait vécu, et tout rentrait désormais dans l'ordre normal des choses.

Autant de titres de gloire pour le dictateur italien, comme d'atouts religieux pour conquérir les consciences canadiennes-françaises.

Un Duce québécois?

Si les fascistes avaient, généralement, une opinion publique mondiale favorable à leur cause, les élites se devaient encore d'être gagnées, et au Québec, il leur manquait un élément clé: un leader. C'est là que résidaient

les espérances italiennes pour le Canada français : elles requéraient dénicher un chef qui puisse conduire à bon port les mouvances fascistes locales en ne faisant qu'*un* avec le parti. C'est un détail qui a toute son importance: l'union du leader et de la masse « est l'indice d'un système de valeurs et le porteur de la dynamique de ce système ». Le leader charismatique apparaît « avant toute autre chose, comme symbole du système » [32].

Sans cette union spirituelle, les fascistes ne pourraient pas créer un leader surgissant à partir des bases du parti et ce, même si elles existaient, car les personnes qui se prétendaient à ce poste, comme Anaclet Chalifoux, chef autoproclamé des Chemises Brunes, n'étaient pas « moralement acceptables » pour eux [33]. Étant donné que les bases militantes n'étaient pas adéquates, les fascistes italiens allaient pourtant essayer d'inverser cette proposition: il fallait qu'un leader *prestigieux* crée, canalise et agglutine le parti autour de sa personne, comme ce fut le cas en Italie, pour en devenir le symbole. Ce qui comporte passablement de risques: si le leader n'est plus, le parti, une fois décapité, aura toutes les chances de s'écrouler.

Le leader politique charismatique se devait d'être un leader d'opinion [34], capable d'entraîner les foules autour d'un *projet*, ainsi que d'être capable d'agglutiner autour de sa personne toutes les tendances et factions idéologiquement semblables pour les unifier sous son égide et leur donner une unité de doctrine. Enfin, le leader politique charismatique devait être doté surtout d'une qualité: l'*augur* [35], c'est-à-dire, la capacité de vision prophétique d'un futur exaltant pour la nation. Un leader avec de telles qualités faisait cruellement défaut au Canada français.

Cependant, un parti politique comme le *Partito Nazionale Fascista* (PNF), qui se fondait sur le culte de la personnalité [36] et qui fit l'éloge durant des années de l'autorité, du nationalisme, de la « race » comme expression d'une culture particulière et supérieure, du leadership, et de l'opportunisme en politique, ne pouvait pas manquer de constater qu'il existait au Québec une personnalité *semblable, mais non pas équivalente*: l'honorable Maurice Duplessis. Les autorités fascistes voyaient dans le premier ministre du Québec une personnalité attrayante, forte, autoritaire, aux idées convergentes du fait de la virulence de son anticommunisme, et de « son courage dans la lutte pour contrer la *minaccia rossa*, [la menace rouge]» [37].

La lutte contre la menace rouge au Canada français

Commentant un discours de Duplessis au *Canadian Club* tenu le 9 janvier 1939, le consul italien à Montréal, Rossi-Longhi, se référait à un passage du discours prononcé par le premier ministre, dans lequel celui-ci défendait « la validité démocratique » de sa *Loi du Cadenas*. Duplessis soutenait « qu'il était

impossible de recevoir des ordres de Moscou et se dire un fidèle sujet britannique ». De même, selon le consul, le premier ministre du Québec dénonçait « en termes très violents » le communisme, « en le stigmatisant comme « l'ennemi mortel de notre civilisation », et en le définissant comme « le danger le plus grave pour l'ordre et la loi, l'ami de l'injustice et des sans-Dieu » [38].

Dans son rapport au consul principal d'Ottawa, le consulat montréalais se félicitait de la fermeté de Duplessis en notant que le discours avait été bien reçu dans la presse québécoise, « surtout celle de la langue française » et que, pour leur part, les communistes avaient accusé le premier ministre d'être un « sympathisant des pays fascistes » de même qu'ils avaient proféré « les habituelles accusations de réactionnaire » envers sa personne [39]. L'activité politique des communistes, surveillée de très près par tous les consulats italiens, depuis la dépêche circulaire 303108 du 14 février 1938 du Ministère Royal des Affaires extérieures, se résumait à peu de chose, à la grande joie des hiérarques fascistes.

Grâce à l'action politique du *Chef*, la situation politique au Québec demeurait en ordre et la menace « rouge » était complètement contrôlée [40].

NOUVELLES PRIORITÉS ITALIENNES: DE LA PARITÉ NAVALE À L'EMPIRE MÉDITERRANÉEN

Au tout début des années 1930, les priorités italiennes en politique internationale étaient de s'assurer de la sécurité de ses frontières dans la zone du Danube (la question de l'Autriche et des frontières allemandes) et les Balkans (Fiume, frontière yougoslave, Albanie) et surtout, l'expansion en Méditerranée et en Afrique [41]. Dans ces tensions dans le système international, la crédibilité italienne passait par « une image de l'Italie comme celle d'une grande puissance *pacifique* et *responsable* » [42]. Bref, face au monde, l'Italie fasciste se devait d'être une puissance *présentable*.

En 1921-1922, la conférence de Washington pour le désarmement naval accorda, pour éviter une course aux armements comme celle qui entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne avait précédé la Première Guerre mondiale, que les marines de guerre des cinq puissances navales auraient la proportion fixe de tonnage brut suivante : États-Unis et Angleterre, 5, le Japon, 3, la France et l'Italie 1,67 pour les navires de ligne et 2,22 pour les porte-avions.

En octobre 1929, les Britanniques et les Américains invitèrent les signataires du traité à se réunir à Londres, pour aller plus loin encore dans le désarmement, et à réviser le Traité de Washington pour l'étendre à tous les navires de surface et aux sous-marins. Partant du principe que « la puissance d'un pays est déterminée par la puissance de sa flotte » [43], les fascistes italiens

se rendirent à la conférence de Londres avec une idée en tête : atteindre la parité navale avec l'Angleterre.

Durant la conférence, le gouvernement français, craignant l'éternel retour de l'Allemagne comme puissance hégémonique en Europe, ne voulait pas se désarmer : Paris était complètement hostile à l'idée d'atteindre une parité avec Rome car, argumentait-elle, ses besoins maritimes étaient de loin supérieurs à ceux de l'Italie qui n'avait, pour tout besoin, que défendre les côtes de sa péninsule. La France démocratique avait un empire à défendre.

Or l'Italie rétorqua à la France, dans un magnifique tour de passe-passe rhétorique, que celle-ci « pouvait bien fixer les niveaux d'armements » (marine, armée de terre, armée de l'air) qu'elle « croyait opportuns, à tous les niveaux, *même ceux les plus bas* », et que l'Italie « considérerait ceux-ci [les niveaux] comme la limite à atteindre pour ses propres armes » [44].

En se fixant des niveaux trop élevés, la France, sans le vouloir, passait pour la seule puissance qui ne voulait pas réduire son arsenal militaire et autorisait, tacitement, l'Italie à se rebâtir une flotte ajustée à ses prétentions. La conférence fut un échec : elle eut l'effet opposé à celui qui était désiré. En fait, ce que la conférence de Londres vint à sanctionner, c'est un réarmement naval italien, ce qui fut une grande victoire politique pour Mussolini [45].

La guerre d'Éthiopie

Dans ce contexte d'affirmation nationale, en octobre 1935, la guerre d'Éthiopie fut déclenchée par le régime italien. La Société des Nations imposa à l'Italie des sanctions économiques et la *Home Fleet* britannique fut chargée de les appliquer en Méditerranée.

La *Royal Navy* montrait ses dents, et par là, les faiblesses navales italiennes : le programme de réarmement n'était pas achevé. Nous ne devons pas oublier que l'Italie subissait, depuis 1929, tout comme les autres pays occidentaux — bien que dans une moindre mesure — les contrecoups et les conséquences économiques de la grande dépression. Selon De Grand :

> Le budget, qui était équilibré en 1929, avait subi une profonde transformation due aux dépenses du gouvernement qui avaient augmenté rapidement et à la croissance du chômage qui avait passé de 300 000 en 1929 à un million de personnes en 1933. Les fonds alloués aux travaux publics passèrent rapidement du huitième au quart des dépenses totales, tandis que le budget militaire avait chuté de 31 à 25%. [46]

Avec son économie en crise, le défi était de taille, et l'Italie ne pouvait pas le relever *encore* : elle n'avait pas les moyens de ses prétentions. À défaut de ceux-ci, les fascistes italiens utilisèrent une rhétorique nationaliste

ampoulée pour mobiliser le peuple contre les sanctions économiques mondiales. Ainsi, Mussolini proclamait que :

> Aux sanctions économiques nous opposerons notre discipline, notre sobriété, notre esprit de sacrifice.
>
> Aux sanctions militaires nous répondrons par des sanctions militaires.
>
> Aux actes de guerre nous répondrons par des *actes de guerre*[47].

Quelques mois plus tard, la marine britannique cessa de surveiller les côtes italiennes dans l'application des sanctions. La volonté d'agir de la Société des nations, complètement inefficace, se démêlait dans les méandres des réunions et comités, tandis que l'Italie agissait à son bon vouloir en se moquant des institutions internationales. Au bout de sept mois, le monde entier fermait les yeux sur l'agression contre le *Négus* car entre-temps, l'Éthiopie était devenue une colonie italienne[48]. À Rome, Mussolini proclamait ainsi sa victoire *urbi et orbi* du haut du balcon du Palazzo Venezia :

> Chemises noires de la révolution ! Hommes et femmes de toute l'Italie ! Italiens et amis de l'Italie outre les monts et outre les mers ! Écoutez !
>
> Le maréchal Badoglio m'a télégraphié :
>
> « Aujourd'hui, 5 mai [1936], à la seizième heure, à la tête des troupes victorieuses, je suis entré à Addis-Abeba ».
>
> Durant les trente siècles de son histoire, l'Italie a vécu beaucoup d'heures mémorables, mais celle d'aujourd'hui est certainement une des heures les plus solennelles.
>
> J'annonce *au peuple italien et au monde* que la guerre est finie.
>
> J'annonce *au peuple italien et au monde* que la paix est rétablie[49].

Ces événements sont décisifs dans le cas qui nous concerne. Ils constituent le moment de l'abandon à son triste sort — s'il y en eut jamais d'autre — du nationalisme d'extrême droite canadien-français.

Pour se concentrer sur ce qui lui importait vraiment, à savoir, la création d'un Empire en Afrique, l'Italie fasciste devait lâcher du lest : il fallait qu'elle cesse d'offusquer un ennemi puissant qui montrait sa résolution à utiliser son atout majeur, sa marine de guerre.

L'Empire italien[50] abandonna, promptement et sans trop de regrets, l'appui au fascisme québécois, qui fut stoppé sans avoir vraiment démarré.

Dès lors, le soutien à bien des groupes fascistes dans l'Empire britannique cessa ou fut ralenti, et ce, jusqu'au déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, parce que cela pouvait envenimer davantage les relations italo-britanniques[51]. Les leaders nationalistes canadiens-français, abandonnés,

avaient beau claironner leurs sympathies à l'Italie, mais celle-ci fit la sourde oreille[52] en dépit, comme écrivait l'historien Robert Rumilly, de leurs « parentés spirituelles »[53].

L'Italie devait mener des guerres limitées, rapides, et sans merci, contre un ennemi qui n'aurait pas les moyens de l'être : l'Éthiopie était une cible parfaite[54].

CONCLUSION

A) LE QUÉBEC, MEMBRE D'UNE INTERNATIONALE FASCISTE?

L'intérêt fasciste pour le Québec peut se dater entre la période 1928-1935. À cette époque, une volonté d'exportation de la bonne nouvelle fasciste s'empara du régime italien. L'universalité du message fasciste devient un thème à la mode. En fait, il s'agissait plutôt, sous la pression de la jeunesse fasciste, de donner un second souffle politique au mouvement italien, qui commençait à stagner[55].

Mussolini estimait, pour sa part, qu'il avait inventé un nouveau système de gouvernement, que « le vingtième siècle serait celui du fascisme »[56] et qu'inexorablement, petit à petit, l'Occident entier rallierait son camp[57]. L'écrivain français Paul Valéry notait ce fait, et constatait qu'il était remarquable, écrivait-il, que « la dictature soit à présent contagieuse, comme le fut jadis la liberté »[58].

Comme nous l'avons vu, le dirigeant du royaume d'Italie cherchait à pouvoir avoir les mains libres en Méditerranée. Mussolini croyait qu'il réussirait, *à la longue*, à briser la cohésion de l'Empire britannique en fomentant les problèmes nationaux, un peu comme l'Allemagne impériale aida les rebelles irlandais en 1916 pour créer, si l'on peut dire, un deuxième front, à l'intérieur cette fois, chez l'ennemi.

Mais les considérations pratiques de Mussolini prenaient rapidement le dessus sur les considérations idéologiques. Pour le dictateur italien, « la politique extérieure de l'Italie devait être la politique des intérêts nationaux »[59]. Exporter le fascisme, il voulait bien, mais ce qu'il ne pouvait pas faire, c'était de créer des rivaux qui à la longue, pourraient lui contester sa place au soleil[60].

Son but, c'était de faire de l'Italie une puissance mondiale, sur laquelle il faudrait compter dans les relations internationales. Si pour ce faire, il pouvait utiliser les nationalistes québécois pour atteindre ses objectifs, tant mieux.

Si Mussolini pouvait faire des affaires avec un ennemi idéologique comme l'URSS, en la reconnaissant comme État et en ayant des rapports

très étroits avec Moscou — lui qui fut un des dirigeants les plus en vue du socialisme italien et qui déclarait, à Ludwig, « haïr le bolchevisme » — il pourrait bien trouver une formule avec les Britanniques pour s'accommoder avec eux, quitte à battre momentanément en retraite sur le front des nationalismes, comme ce fut le cas en 1935-1936.

Pour le moment, le *Duce* attendait que l'Italie soit finalement prête, tant matériellement que spirituellement, à relever le défi de la guerre en Méditerranée contre la Grande-Bretagne.

En plus, dans le cas qui nous concerne, grâce aux rapports des consulats et ambassades sur le fascisme au Québec, en voyant la portée, l'effectivité et la réception du message par les habitants de la belle province, l'Italie connaissait de première main les efforts titanesques qu'il lui faudrait faire pour développer une conscience pleinement fasciste québécoise[61].

Elle s'y attela tant bien que mal, mais à la première occasion politique internationale venue, elle l'oublia prestement. L'Italie fasciste avait déjà bien de la difficulté à pouvoir créer la sienne. Les sympathies du *NUPIE* pour les mouvements québécois restèrent là, mais l'intérêt politique n'y était plus.

Utiliser le nationalisme au Québec comme atout politique pour le fascisme était une peine perdue : pour parvenir à ses fins, l'Italie avait besoin d'alliés puissants.

B) Nazisme et fascisme

Lors de l'avènement du nazisme en 1933, une des priorités de Mussolini fut celle de distancer son mouvement de l'allemand, pour éviter de faux parallélismes, et éviter ainsi l'hostilité du monde démocratique. Pour se différencier du nazisme, le *Duce* jouait la carte vaticane. Primo de Rivera disait que :

> Personne ne peut confondre le mouvement allemand « raciste » (et par cela, anti-universel) avec le mouvement mussolinien qui est, comme Rome — comme la Rome impériale et la Rome pontificale — universelle par essence, c'est-à-dire, catholique[62].

Cette carte spirituelle lui fut d'utilité jusqu'à la conclusion du *Pacte d'Acier*[63] et de la création de l'Axe entre Mussolini et Hitler[64]. Cependant, en 1938, lors de l'annexion de l'Autriche et des Sudètes, l'Italie s'aligna, après de fortes pressions nazies, sur les points de vue allemands en promulguant ses propres lois antisémites[65]. L'Italie promit à l'Allemagne, en cas de guerre en Europe, « huit millions de baïonnettes »[66]. Ce faisant, elle subit les foudres de la presse internationale, qui craignait les appétences guerrières et expansionnistes d'Hitler en Europe.

Dès lors, le magistère s'était renversé: l'Italie était passée de maître à élève. La mauvaise presse internationale fit le reste: elle amalgama les deux mouvances dans un tout maléfique: la quintessence du mal en politique. Mussolini choisit son camp; ce faisant, il perdit le peu de crédit qui lui restait dans les cénacles des relations internationales.

Le Canada français, malgré les affinités politiques et culturelles de certains de ses intellectuels avec l'Italie d'alors, en ne suivant pas le chemin marqué par ces quelques illuminés, y gagna une légitimité démocratique qui perdure depuis au Québec.

En somme, le Québec fut-il fasciste ? Une phrase de Shakespeare répond à merveille à cette interrogation: «*Much ado for nothing*».

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. L'auteur tient à remercier pour leur professionnalisme, leur collaboration, leur extrême gentillesse, et leur immense patience le personnel de la *Biblioteca Nazionale Centrale di Roma (Vittorio Emmannuelle III)*, ainsi que celui de l'*Archivio Centrale dello Stato*, lesquels, lors du séjour de l'auteur à Rome entre décembre 1996 et mars 1997, ont aidé à repérer les sources documentaires premières qui constituent le corps de cet article. Également, l'auteur tient à remercier chaleureusement Narciso Pizarro, Fabrice Mosseray, Stéphane Chouinard, Éric Normandeau, Éric Chalifoux et Jacques Hérivault pour leurs commentaires et suggestions sur cet écrit. Il va de soi que les erreurs qui peuvent être contenues dans cet article ne sont uniquement imputables qu'à son auteur. Pour tout commentaire sur cette courte étude, l'auteur pourra être contacté au courriel suivant: garriaga@terra.es.

2. Voir à cet effet le dossier paru dans la revue *L'Actualité*, « Le mythe du Québec fasciste », 1er mars 1997, vol. 22, no. 3.

3. Par exemple, l'affaire Jean-Louis Roux, l'ancien lieutenant-gouverneur du Québec, qui a dû démissionner en 1996 en raison d'un passé supposé antisémite. Il avait candidement avoué avoir porté un brassard à la croix gammée sur son sarrau de laboratoire. Voir à cet effet le *Hansard*, journal des débats de la Chambre des Communes, Ottawa, du mardi 5 novembre 1996. Également, l'article de Jacques Rouillard, « Le Québec était-il fasciste en 1942? », *Le Devoir*, 13 novembre 1996, qui minimise l'importance de l'incident et tente d'apaiser les esprits. Selon cet historien: « son geste [le brassard de Jean-Louis Roux] est probablement bien plus une bravade pour scandaliser, dirigée non pas tellement contre les Juifs que contre les politiques conscriptionnistes du gouvernement fédéral » [*sic*]. À nos yeux, cet historien justifie d'une façon bizarre une « bravade » pathétique. Plus qu'un acte ou une preuve d'antisémitisme de la part de Roux il ne s'agit, plus qu'autre chose, que d'une monumentale stupidité.

4. Dans cette étude, nous utiliserons les mots « Québec » et « Canada français » comme synonymes interchangeables. Nous devons préciser toutefois que le « Canada français » cessa d'exister, du moins pour les intellectuels, à partir de la *Révolution tranquille*, lorsqu'une affirmation et une conscience *proprement* nationale se créèrent. Dans un autre ordre d'idées, nous sommes à une époque fascinante où les paradigmes québécois

sur l'histoire sont en pleine évolution. Les jeunes chercheurs enquêtent sur des sujets historiques passionnants. Cette courte liste ne prétend certes pas être exhaustive, mais à titre d'exemple du renouvellement de l'intérêt porté sur le Québec durant la Seconde Guerre mondiale, les quelques mémoires de maîtrise et les thèses doctorales suivantes: Béatrice Richard, *La deuxième guerre mondiale dans la mémoire collective canadienne-française/québécoise à travers le mythe de Dieppe: 1942-1995*, Montréal, Ph. D. (Histoire), Université du Québec à Montréal, 2000; Patrick Poirier, *La représentation du régime hitlérien par les éditorialistes du quotidien « La Patrie », (1933-1939)*, Montréal, M. A. (Histoire), Université du Québec à Montréal, 2000; Jenny-Louise Sexton, *La perception de la politique française durant l'Occupation par des intellectuels franco-montréalais (1940-1944)*, Montréal, M. A. (Histoire), Université du Québec à Montréal, 1998, et finalement, Mario J. A Bartolini, *La perception canadienne de l'Italie fasciste via « Le Soleil » de Québec et « The Citizen » d'Ottawa de 1922 à 1935*, M. A. (Histoire), Université de Sherbrooke, 1995.

5. Un exemple: c'est le cas du premier ministre William Lyon Mackenzie King, qui dans son journal, annotait le 27 septembre 1928: « Durant toute la journée en train j'ai continué la lecture de la biographie de Mussolini, une histoire fascinante. Il a réussi à mériter la position qu'il occupe, c'est un grand homme, génial, résolu, un grand patriote ». William Lyon Mackenzie King, *Diaries*, Toronto, University of Toronto Press, 1980, p. 5235-5236. Ou encore: la « révélation » que le Parti Conservateur, et son chef à l'époque, Richard Bedford Bennett, finançaient les journaux et les partis d'Adrien Arcand. Claude V. Marsolais: « Des conservateurs finançaient Adrien Arcand », *La Presse*, 18 novembre 2001.

6. À preuve, la célèbre définition du fascisme faite par Dimitrov: « Le fascisme au pouvoir est [...] la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier », Georges Dimitrov, *Œuvres choisies*, Paris, Éditions sociales, 1972 (1936), p. 37-39. Pour sa part, Michael A. Ledeen note que les « marxists, for example, view fascism as the reaction of industralists and large landowners to the threat of a socialist revolution, and as the means by which the ruling class of capitalism crushed revolutionary forces and kept them in check for twenty years. The content of fascism is beside the point to such an analysis, for whatever fascists themselves might have had to say about their intentions, their actual historical role was to bring about the triumph of the counterrevolution », Michael Arthur Ledeen et Renzo De Felice, *Intervista sul fascismo*, Bari, Laterza, 1976 [1975], p. 10. Pour une perspective plus ample des définitions de gauche sur le fascisme, voir Gyula Sas, *Der faschismus in Italien*, Hambourg, 1923; Clara Zetkin, « Der Kampf gegen den faschismus », *Protocol of the Comintern Conference*, dans Ernst Nolte, *Theorien uber die Faschismus*, Cologne, 1967, p. 88-111; Rajani Palme Dutt, *Fascism and Social Revolution*, Londres, 1934; Daniel Guérin, *Fascisme et grand capital*, Paris, 1936; John Cammett, « Communist theories of Fascism, 1920-1935 », *Science and Society*, vol. 31, no. 2, printemps 1967, p. 149-163; Nikos Poulantzas, *Fascisme et dictature*, Paris, 1970; Alexander Galkin, « Capitalist society and Fascism », *Social Sciences*, Moscou, USSR Academy of Sciences, no. 2 (1970), p. 128-138; Mihaly Vajda, *Fascism as a mass mouvement*, Londres, 1976, ainsi que: « The Rise of fascism in Italy and Germany », *Télos* 12, 1972, p. 3-26.

7. L'Italie fasciste portait un vif intérêt sur la Tunisie, protectorat français à l'époque. En outre, l'Italie aspirait à unifier le Maroc sous son égide, prétention qui heurtait les

aspirations de l'Espagne franquiste, qui réclamait à son tour à la France un nouveau partage du protectorat marocain plus favorable aux intérêts espagnols. Sans compter la volonté italienne de conquérir à la Grande-Bretagne l'Égypte et Malte, pour s'assurer des clés de la Méditerranée, et la remplacer comme puissance dominante dans la région. L'Allemagne, pour sa part, avait d'autres ambitions pour le Maroc, comme celle d'établir des bases navales sur la côte Atlantique pour pouvoir, une fois le théâtre européen des opérations militaires épuisé, poursuivre son expansion territoriale en Amérique. À cet effet, sur les prétentions espagnoles, voir Gustau Nerín et Alfred Bosch, *El imperio que nunca existió. La aventura colonial discutida en Hendaya*, Madrid, Plaza & Janés, 2001, et sur les prétentions allemandes, Norman J. W. Goda, *Tomorrow, the world. Hitler, Northwest Africa and the path toward America*, College Station, Texas A & M University Press, 1998.

8. Ottawa était le consulat principal. Telle était la division des archives centrales du Ministère des Affaires extérieures, avec un dossier Grande-Bretagne, et des sous-dossiers pour les consulats. *Archivio Storico degli Affari Esteri* [dorénavant *ASAE*], Palazzo della Farnesina, Rome, Italie.

9. Le texte du Statut de Westminster peut être trouvé à l'adresse Internet suivante : http://canada.justice.gc.ca/loireg/rapport/fr/p1t17-1.html.

10. Aux fins de ne pas surcharger le texte, nous entendons par « nationalisme » le clérico-nationalisme d'extrême droite.

11. Le *Toronto Daily Star*, clairvoyant, soulignait la volonté fasciste de précipiter la chute de l'Empire britannique. « A Menace to Peace », *Toronto Daily Star*, 31 octobre 1922.

12. Paul Bouchard, « Les forces nouvelles », *La Nation*, 15 février 1936.

13. Emilio Gentile, *The Sacralization of politics in Fascist Italy*, Cambridge, Harvard University Press, 1996, p. 53. La sacralisation de la politique, tant du fascisme comme du nationalisme, est un phénomène intéressant à étudier. Car, comme écrivait Mircea Eliade, l'apparition des hiérophanies, l'action politique comme moyen de sauver la nation, c'est-à-dire, le métarécit, ce « quelque chose de sacré [qui] se montre à nous », est une réaction « de l'homme devant la nature », qui est « plus d'une fois conditionné par la culture, donc par l'Histoire ». Mircea Eliade, *Le sacré et le profane*, Paris, Gallimard, 1996 [1967], p. 17-21.

14. Il ne faut pas oublier que le nombre d'exemplaires envoyés par les services de propagande italiens était limité. Dans les documents conservés, les envois, à chaque fois, font état d'une centaine d'exemplaires par titre et par requête de consulat. La guerre a fait des ravages. Les archives sont très fragmentées. Nous ne pouvons pas établir avec certitude, pour la période allant de 1922 jusqu'en 1940, aucun chiffre d'envois de documents, pour mesurer ainsi la portée de la propagande au Québec et au Canada et surtout, les efforts du fascisme italien.

15. « L'Italie ne sera une région indépendante que lorsqu'elle aura ouvert les barreaux de sa prison méditerranéenne que sont la Corse, Bizerte, Malte, et les murs de cette même prison constitués par Gibraltar et Suez », Benito Mussolini, « Memoriale panoramica al Re », daté du 31 mars 1940, dans *Epoca*, 27 mars 1955, an VI, no. 234.

16. Dans le cas du Québec, un des pamphlets les plus envoyés par les services de propagande italiens, dû principalement à son anticommunisme virulent, fut celui de

Theodor Butenko, un diplomate ukrainien qui, fuyant le communisme de Staline, se réfugia à Berlin sous le régime nazi. Nous avons eu l'occasion de le retracer et de le lire. La pensée politique de cet homme est un condensé de la pensée la plus réactionnaire qui circulait en Europe avant la guerre. À titre d'exemple, pour Butenko, le « socialisme est un esclavage », « une piraterie sous l'égide de lois » (p. 10), œuvre d'exploiteurs juifs (p. 9), sans compter une révélation choc :« *Le Capital* de Karl Marx est tiré du Talmud [*sic*] » (p. 31). Pour conclure son livre, il termine sur un ton laudateur : « le génie historique de Mussolini et d'Hitler consiste en ceci : ils ont mobilisé leurs peuples contre la menace mondiale de la peste bolchevique. Ils ont su faire de la force créative et de l'énergie de leurs peuples un moyen puissant pour l'unité et le progrès national », mais surtout « ils ont fait de la démocratie [*sic*] un instrument fidèle de la renaissance économique nationale » (p. 76). Theodor Butenko, *Revelazioni su Mosca*, Le Monnier, Florence, 1939-XVII, 77 pages. Cependant, il ne faut pas oublier que le NUPIE s'abreuvait à tous les râteliers. Ainsi, le MinCulPop ordonna la traduction d'un livre de Victor Serge « Destin d'une révolution » parce que, écrivaient les responsables du Ministère, « son ton rejoint l'esprit du fascisme », et ce, en dépit que son auteur fusse de gauche. Télégramme 5263 du 12 août 1939 au MinCulPop, *Archivio Centrale dello Stato* [dorénavant ACS], *Gabinetto [Cabinet], Busta* [dossier, dorénavant *b.*] 182, *fascicolo* [fascicule, dorénavant *fasc.*] 10. Pour plus de renseignements sur le MinCulPop, voir note 27.

17. Une précision concernant les dates des télégrammes. Les fascistes italiens, croyant avoir fondé une ère nouvelle dans l'histoire de l'humanité, (tout comme les révolutionnaires français, d'ailleurs) comptaient les années à partir de la Marche sur Rome de 1922. Ainsi, l'année 1939 serait l'an 17 de la révolution fasciste (ou XVII en chiffres romains, ce qui était la forme correcte de l'écrire). Dans le même esprit, Mircea Eliade, traitant de l'homme religieux ajoutait que : « Pour l'homme religieux [...], toute création, toute existence commence dans le Temps : *avant qu'une chose n'existe, son temps à elle ne pouvait exister.* Avant que le Cosmos ne vînt à l'existence, il n'y avait pas de temps cosmique ». Eliade ajoute qu'en créant un temps propre : «[...] le Temps était régénéré, il recommençait en tant que Temps sacré, car il coïncidait avec l'*illud tempus* où le Monde était venu pour la première fois à l'existence ; 2) en participant rituellement à la « fin du Monde » et à sa « recréation », l'homme devenait contemporain de l'*illud tempus*; donc il naissait de nouveau, il recommençait son existence avec la réserve de forces vitales intacte, telle qu'elle était au moment de sa naissance. [...] La fête n'est pas la « commémoration » d'un événement mythique (et donc religieux), mais sa réactualisation. [...] Une *imitatio dei*. [...] C'est le Temps sacré qui rend l'autre temps ordinaire, la durée profane dans laquelle se déroule toute existence humaine. C'est l'éternel présent de l'événement mythique qui rend possible la durée profane des événements historiques ». Eliade, *op. cit.*, p. 68-70

18. L'historien Renzo De Felice note que la politique italienne de « valse hésitation » de cette époque était due au fait que Mussolini n'avait pas encore choisi son camp pour la guerre, et qu'en le choisissant, il recherchait celui qui serait le plus avantageux pour ses ambitions. À l'été 1940, l'Allemagne avait écrasé la Pologne et la France, et avait passablement malmené les Britanniques à Dunkerque. Renzo De Felice : *Mussolini il duce. Gli anni del consenso 1929-1936*, Milan, Einaudi, 1996 [1974], p. 340. En outre, Mussolini écrivait dans le « Mémoire panoramique au Roi » précédemment cité à la note 15, que deux facteurs étaient la clé de la guerre : si l'Italie intervenait dans le

conflit, il « fallait que cette intervention soit décisive » car l'économie italienne « ne pouvait pas faire une guerre longue, et gaspiller des centaines de milliards, comme le sont obligés présentement les pays actuellement belligérants ». L'Italie se *devait* d'intervenir, mais pour pouvoir avoir accès à sa part du gâteau lors d'une éventuelle conférence de paix. Les analyses italiennes étaient certaines que l'Allemagne allait gagner la guerre. Et tout allait conclure dans les semaines suivantes à l'offensive allemande du 10 mai 1940. Le 24 juin, la France demandait l'armistice. L'Italie se devait donc d'être à la table des vainqueurs.

19. Benito Mussolini, *Dottrina del fascismo*, dans *Enciclopedia italiana*, vol. XIV, juin 1932.

20. Emil Ludwig, *Colloqui con Mussolini*, Milan, Mondadori, 1932, p. 58-64. José Antonio Primo de Rivera ajoutait, dans un article publié après un voyage en Italie, un élément intéressant d'analyse. Ce témoin de première main, (il s'était entretenu en privé à quelques reprises avec le dictateur italien) porte un jugement sur le fascisme plus nuancé: «[Hors] telle est la question: Pourquoi Mussolini parle-t-il d'Empire romain? Parce qu'il veut trouver en lui la veine traditionnelle de l'esprit de l'Italie. Donc, le fascisme est "essentiellement traditionaliste". Il recherche la tradition de l'Empire. [...] Avec l'esprit fasciste, les italiens ont retrouvé l'Italie ». José Antonio Primo de Rivera, « Al volver. ¿Moda extranjera el fascismo? », *La Nación*, Madrid, 23 octobre 1933.

21. Mussolini, *Dottrina del fascismo*, *loc. cit.*

22. De Felice, *op.cit.*, p. 339. De Felice ajoute que « dans cette optique, une guerre coloniale localisée était concevable pour Mussolini, non pas un conflit international de grande envergure », *ibid.*

23. George L. Mosse, *Il fascismo. Verso una teoria generale*, Bari, Laterza, 1996 [1979], p. 7.

24. Giovanni Gentile, *Origini e Dottrina del fascismo*, Rome, Libreria del Littorio, 1929-VII, p. 7.

25. Une Europe unifiée de l'Atlantique à l'Oural, est un des rêves que Mussolini caressait et qu'il révélait lors de ses entrevues avec Emil Ludwig. Cependant, il affirmait qu'un telle union serait impossible à cause principalement de la diversité des cultures, croyances, usages et coutumes. Sans compter avec l'opposition frontale d'un certain nombre de citoyens qui, par pur principe, refuseraient une union qui diluerait leur spécificité. Ludwig, *op.cit.*

26. De Felice ajoute que « les projets les plus ambitieux et grandioses de Mussolini était projetés dans un avenir lointain, au-delà même de son existence physique ». De Felice, *op.cit.*

27. Le *Nuclei di Propaganda in Italia e all'Estero*, était le bureau spécialisé du Ministère de la Culture populaire [MinCulPop] qui fut responsable de l'envoi de propagande et d'information en Italie et à l'extérieur. Son service de propagande territoriale à l'étranger était calqué selon le modèle des divisions en blocs du Ministère des Affaires extérieures. La propagande du MinCulPop, selon le gouvernement italien, se devait « d'être constant[e] et varié[e], de façon à garder toujours l'intérêt des masses », *ACS, MinCulPop, Gabinetto, b.* 182, *fasc.* 10, «*Direttive generale per i servizi di propaganda*» [Directives générales pour les services de propagande].

28. Voir à ce sujet Filippo Salvatore, *Le fascisme et les italiens à Montréal (une histoire orale, 1922-1945)*, Montréal, Guernica, 1995.

29. ACS, *b*.17 bis, *fasc*. 26 — Gran Bretagna, 22 — Ottawa, Télégramme no. 463/080 au MinCulPop, daté du 7 mai 1940-XVIII, sur le sujet « Le livre italien dans le monde ». Également, le télégramme 928, daté du 21 mars 1939-XVII, sur le sujet « Publications antibolcheviques », où le consul d'Ottawa « a l'honneur d'assurer à Son Excellence » le ministre responsable du MinCulPop à Rome que la distribution des tracts antibolcheviques au Canada a bien été effectuée. Ou bien le télégramme 1549, daté du 17 février 1939-XVII, sur le sujet « Transmission d'œuvres antibolcheviques », où on fait état d'un envoi d'une centaine d'œuvres antibolcheviques à un certain Monsieur Daniel J. O'Keefe de Campbelltown, au Nouveau-Brunswick pour leur diffusion dans la région. ACS, *b*.17 bis, *fasc*. 26 Gran Bretagna, 22 — Ottawa.

30. Raoul Roy: « Entrevue avec Paul Bouchard, directeur de « La Nation »», dans *La Revue indépendantiste*, no. 22-23-24, automne 1988, p. 22.

31. Le concept de « mesure » est d'une importance capitale au Québec. Les différents auteurs essaient de prouver que les fascistes existaient — ou n'existaient pas, c'est selon les goûts — en raison d'une possible quantification des effectifs du parti politique. La guerre des effectifs n'apporte rien de neuf au débat. Nous pouvons mesurer un effort économique, mais additionner les têtes, les drapeaux, dans une réunion politique et de là déduire l'importance d'un parti politique au bout de 60 ans dans une société est d'un ridicule consommé. Que nous sachions, une pensée social-démocrate existe au Québec et ce, même si les différents partis de gauche (*Parti Socialiste du Québec, Socialisme Maintenant, En Lutte! Nouveau Parti Démocratique, etc...*) n'ont jamais réussi une percée significative aux élections. Que dirait-on alors dans un siècle ?

32. Hermann Broch, *Massenwahntheorie*, Frankfort, Suhrkamp, 1979, p. 81.

33. Voir note 61. Les causes de cette immoralité nous sont inconnues.

34. Nous ne devons pas oublier que Mussolini était de profession journaliste et que durant les années 1910, il fut le directeur de «*Avanti!*», journal socialiste italien, avant de fonder «*Il Popolo d'Italia*», journal du parti fasciste.

35. Déjà, Platon avait esquissé la stratification sociale (la division de la Cité entre citoyens dont l'âme est pétrie d'or, d'argent et d'airain, l'or correspondant naturellement, aux leaders) dans ses œuvres. Pour sa part, Saint Paul, dans ses Épîtres, avait constaté ce fait lorsqu'il affirmait que: « sans vision, le peuple périt ». Pour éviter ce sort, le peuple devait être guidé par un chef. Nous avons analysé ce concept ailleurs. Voir à ce sujet: Santiago Aparicio et Gonzalo Arriaga, *El concepto de autoridad de los griegos a Max Weber, más allá: una reformulación del concepto de autoridad*, conférence présentée lors du IV Congrès de l'Association Espagnole de Science politique, Université de Grenade, Espagne, 30 septembre-2 octobre 1999, AECPA, Madrid.

36. À preuve, le slogan de cette époque: «*Mussolini ha sempre ragione*», « Mussolini a toujours raison ».

37. ACS, *b*.17 bis, *fasc*. 26 — Gran Bretagna, 23 — Montreal, Télégramme no. 136/30/C, daté du 16 janvier 1939-XVII, au Ministère Royal des Affaires extérieures [RMAE], sur le sujet « Lutte anticommuniste dans la province de Québec ». Que l'on nous permette ici de formuler une hypothèse: si une personnalité de ce type pouvait

être recrutée pour diriger la mouvance fasciste au Québec, et en être le guide (*Duce*), alors, tous les espoirs étaient permis pour la cause. Cependant, nous croyons que le côté éminemment *conservateur* du personnage l'emportait, *de très loin*, sur son côté autoritaire, tuant heureusement dans l'œuf les possibilités d'une telle affiliation.

Nous répétons ici, encore une fois, ce que nous avons dit auparavant: l'état fragmentaire des archives (dû principalement à l'éparpillement des mêmes durant la guerre, le vol, le pillage et la vente de documents dans les marchés au puces, et les bombardements alliés) ne nous permet pas de reconstituer avec exactitude l'étendue de l'intérêt italien pour se gagner un allié solide en Amérique. Simplement, les fascistes étaient au courant de ce qui se passait au Québec, appréciaient les mesures prises par Duplessis pour lutter contre le communisme, et ils en prenaient bonne note, au cas où. Rien ne nous permet d'établir avec certitude, par exemple, s'il y eût des transferts de fonds italiens au Québec, pour fonder et fomenter un parti fasciste, ou même pour acheter des leaders d'opinion, comme ce fut le cas pour d'autres mouvements fascistes dans l'Empire britannique, comme, par exemple, en Inde, pour lutter et faire contrepoids à la fondation du Club de lecture Communiste d'Allahabad, Télégramme 319011 au MinCulPop et au RMAE du 4 août 1939-XVII. ACS, *b.* 17 bis. *fasc.* 26 — Gran Bretagna, 15 — Calcutta.

L'agitation en Angleterre fut plus consistante: Sir Oswald Mosley, de la « British Union of Fascists » reçut de fortes sommes de la part de Mussolini pour l'aider à consolider son mouvement fasciste, ce qui était logique: si l'Empire britannique chutait dans le fascisme, il serait un allié de choix pour l'Italie, sinon, l'Italie contribuerait à son implosion depuis le cœur de l'Empire. Pour preuve de l'aide mussolinienne, la lettre de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Dino Grandi, devenu ambassadeur à Londres, à Benito Mussolini: « Mosley T'exprime, à travers moi, sa profonde gratitude pour l'aide précieuse que Tu lui envoies périodiquement. Nous nous sommes entendus avec Mosley sur la meilleure méthode de lui faire parvenir l'argent: les fonds, en coupures de n'importe quelle grosseur, me sont envoyés par valise diplomatique ordinaire, et le Docteur Enderle vient le retirer pour le remettre à Mosley en mains propres. J'ai dit à Mosley que ce serait préférable que ce soit lui qui reçoive l'argent et personne d'autre ». Par ailleurs, Mussolini examinait les programmes des partis affiliés et donnait son approbation s'ils s'ajustaient au credo commun: « Nous avons examiné ensemble le programme d'action estival/automnal que Mosley promet de revoir. Sur mes conseils et suggestions, il a préparé le programme unifié que je T'envoie, pour Ton approbation ». Dino Grandi à Benito Mussolini, lettre du 31 juillet 1933, *Archivio Vitetti*, cité par De Felice, *op.cit.*, p. 591-592, note 1 de bas de page. Un détail significatif: lorsque Grandi écrit au *Duce*, il le tutoie, mais il le tutoie en utilisait toujours des majuscules de majesté (*i.e.* « pour Ton approbation »), que l'on réserve en grammaire, généralement, aux divinités.

38. ACS, *b.*17 bis, *fasc.* 26 — Gran Bretagna, 23 — Montreal, Télégramme no. 136/30/C, daté du 16 janvier 1939-XVII, au Ministère Royal des Affaires extérieures [RMAE], sur le sujet « Lutte anticommuniste dans la province de Québec ».

39. *Ibid.*

40. À ce sujet, voir Gregory Kealy et Reg Whitaker (dir.), *R.C.M.P. Security Bulletins. The Depression Years, vol. 1938-1939*, St-John's, Canadian Commitee on Labour History, 1997.

41. De Felice, *op. cit.*, p. 347.

42. *Ibid.*, p. 381.

43. *Ibid.*, p. 385.

44. À ce sujet, voir: *Armamenti navale e conferenza di Londra*, Milan, 1935. Nous soulignons. Également, Salvatore Minardi, *Italia e Francia alla Conferenza navale di Londra del 1930*, Caltanissetta, S. Sciascia, 1988.

45. De Felice, *op.cit.*, p. 385-386.

46. Alexander De Grand, *Italian fascism. Its origins and development*, Lincoln & London, University of Nebraska Press, 2000 [1982], p. 81.

47. Benito Mussolini, « Discorsi della mobilitazione », *Il Popolo d'Italia*, 2 octobre 1935. Nous soulignons. Les nuances de ce court extrait du discours méritent d'être saisies dans toute leur plénitude: aux sanctions économiques, l'Italie ne pourrait *rien* opposer à part de bonnes intentions. En outre, Mussolini ne répondra pas par *la guerre*, mais bien par *des actes de guerre*. C'est-à-dire, autrement plus limités dans le temps et l'espace.

48. Comme le proclamait le numéro 1 au « hit-parade » italien de l'époque[1936]: «*Faccetta nera*» (Petite face noire) dont voici un court extrait: « Notre loi est un esclavage d'amour/notre devise est liberté et devoir/nous, chemises noires, revendiquerons/les héros tombés pour te rendre libre/Petite face noire/ belle abyssinienne/Nous te porterons à Rome libérée/par notre soleil tu seras embrassée/et toi tu seras en ta chemise noire pure/ Petite face noire/ tu seras romaine/ ton drapeau sera seulement l'italien/et nous défilerons ensemble, avec toi/devant le *Duce* et devant le Roi ». Si cela vous intéresse, vous pouvez écouter cette chanson, ainsi que d'autres thèmes italiens de la même époque, à la page Web suivante: http://www.oronzo.com/world_war_2_mp3.html. Une analyse des textes des chansons de la Deuxième Guerre mondiale serait historiquement passionnante.

49. Benito Mussolini, « L'Etiopia è italiana », *Il Popolo d'Italia*, no. 127, vol. XXIII, 6 mai 1936. Nous soulignons. Il est intéressant de noter que le discours est déclamé un peu à la manière de ceux du Pape: *urbi et orbi*, c'est-à-dire, dirigé aux italiens et amis d'ici et du monde entier. Ce qui vient renforcer, un peu plus, notre thèse de la religiosité du fascisme comme « religion séculière ». En fait, ce qui attirait, d'après nous, les nationalismes vers le fascisme, c'est leurs composantes religieuses communes. Tant les fascistes comme les nationalistes ne vivent pas dans « un Cosmos, mais dans l'Histoire ». Mais surtout, l'emphase qui est mise par les deux idéologies sur l'enseignement de l'histoire est beaucoup plus frappante. En effet, « on ne devient homme véritable qu'en se conformant à l'enseignement des mythes », Eliade, *op. cit.*, *p. 88*.

50. Le Royaume d'Italie passa à être un Empire à la suite de la conquête de l'Éthiopie. Et le Roi nomma « cousin honoraire » Mussolini à la suite de la conquête!

51. Par exemple, le 22 novembre 1939, l'Ambassade italienne à Londres demanda au NUPIE, par le télégramme 3197 une publication pour être distribuée intitulée: « The destruction of the British Empire ». La réponse du NUPIE à cette requête parvint le 9 décembre de la même année. Elle dit ceci: « il résulte que, premièrement, la publication *The destruction of the British Empire* est épuisée [*elle fut publiée en 1925*, *NdA*], et deuxièmement, elle nous est parvenue par voie confidentielle qu'une réimpression de cette

publication est interdite ». « Requête de publications antibolchéviques », *ACS*, *b*.17 bis, *fasc*. 26 — Gran Bretagna, 1 — Londra. Le 11 mars 1939, an XVII, par le télégramme 248, le consul italien de Gibraltar, Manfredo Chiostri, faisait savoir au MinCulPop que 100 copies du pamphlet « Situation de la classe ouvrière en URSS » et 100 copies des « Protocoles des sages de Sion » seraient nécessaires pour leur distribution dans la colonie britannique, parce qu'elles avaient suscité un énorme intérêt, « spécialement la seconde ». Le NUPIE refusa l'envoi du pamphlet antisémite parce qu'il pourrait envenimer les relations avec l'Angleterre, dû à la forte présence de personnes de cette confession dans la colonie. « Envoi de publications antibolchéviques », *ACS*, *b*.17 bis, *fasc*. 26- Gran Bretagna, 6 — Gibilterra.

52. Camillien Houde, maire de Montréal, avait déclaré le 7 janvier 1939 au YMCA de Montréal qu'en « cas de guerre entre l'Italie et la Grande-Bretagne, la sympathie des Canadiens français irait plutôt à l'Italie ». Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec, Premier gouvernement Duplessis*, Montréal, Fides, 1968, vol. XXXVII, p. 177-178.

53. Lettre de Robert Rumilly à René Chaloult, 1er octobre 1951, in *Archives nationales du Québec*, Fonds « Robert Rumilly », P303/13.

54. Voir la note 22.

55. Michael Arthur Ledeen, *Universal fascism. The Theory and Practice of the Fascist International, 1928-1936*, New York, Howard Fertig, 1972.

56. Edoardo et Duilio Susmel (dir.), *Opera Omnia di Benito Mussolini*, Florence, 1951-1963, vol. XXV, p. 147.

57. Selon un témoin canadien-français de première main, Robert Rumilly, qui prêchait, cependant, pour sa paroisse : « Le "fascisme" apparaissait comme un fait capital des temps modernes » qui « séduisait plus de Canadiens français que d'Anglo-canadiens ». Rumilly, *op.cit.*, p.112-113.

58. Paul Valéry, *Regards sur le monde actuel et autres essais*, Paris, Gallimard, 1988, p. 89.

59. De Felice, *op.cit.*, p. 377.

60. Marcel Déat écrivait à ce propos que : « Mussolini n'avait pas tort [...] de refuser l'exportation de l'idée fasciste. Il comprenait ce qu'il y avait de spécifiquement italien dans son expérience. Mais en même temps que le nationalisme exaspéré limitait au cadre d'un pays le fonctionnement du système, il y avait nécessairement en lui une valeur d'exemple et une force de contagion ». Marcel Déat, « L'étape totalitaire », in *L'Œuvre*, 28 août 1940.

61. Un exemple intéressant sur les rapports envoyés à Rome. Ils furent publiés par le Ministère Royal des Affaires Extérieures aux fins d'éducation politique : « Un télégramme de Montréal de l'Agence Reuter daté de septembre 1933 informe que s'est officiellement constitué au Canada le parti fasciste, une réunion des différentes tendances fascistes au pays et qui ont reconnu le besoin de se fondre dans une seule organisation. Le nombre d'inscrits arrive déjà à 25 000. Le nouveau parti, guidé [*sic*] par monsieur Anaclète [*sic*] Chalifoux, assez contesté, surtout du point de vue moral, a adopté la devise des Chemises brunes et le salut romain. Quant au programme, il est recueilli dans celui de « l'Union fasciste pour un Empire nouveau », fondée à Londres au mois

d'août 1933 avec les représentants d'Angleterre, d'Australie, d'Afrique du Sud et de Nouvelle-Zélande, et qui compte déjà des centaines de milliers d'inscrits.

« L'organisation de Montréal a des tendances antisémites et a averti le premier ministre du Québec de ne pas tenir les élections municipales plus tard qu'en avril 1934». « Le professeur Norman MacLeod Rogers de l'Université Queens de Kingston a tenu au début de l'année dans un cours une conférence sur les nouvelles formes de gouvernements autoritaires et une meilleure compréhension de l'idée fasciste se manifeste dans le pays ». « Au mois de mars 1933 s'est tenue à Montréal la première assemblée du Parti National Social Chrétien qui veut lutter contre le socialisme, les Juifs, et la maçonnerie, et qui a pour drapeau l'étendard national avec une croix gammée noire ». « Le nouveau mouvement déclare vouloir collaborer avec les fascistes contre le régime démocratique parlementaire. L'orateur principal fut Adrien Arcand, chef du parti. L'organe officiel du parti est l'hebdomadaire *Le Patriote*». Regio Ministerio degli Affari Esteri, *I movimenti fascisti nel mondo*, Rome, 1934, p. 1-80. Également, Regio Ministerio degli Affari Esteri, *Appunti sui movimenti fascisti esteri*, in *ACS*, *Ministerio dal'Interno, Direzione Generale, PS, Divisioni affari generali e riservatte*, 1933, Section II, *b*. 65.

62. Primo de Rivera, *loc. cit.*

63. N'oublions pas que le fameux « putsch de la brasserie » raté en 1923, était calqué sur la *Marche sur Rome*. Qu'Hitler admirait le leader italien n'est un secret pour personne et que Mussolini cherchait à exercer un magistère moral sur ce nouveau joueur des relations internationales non plus. Pourtant, le *Duce (Guide)* se défiait du *Führer (Conducteur)* sur la question autrichienne, depuis l'assassinat en 1934 par des membres du parti nazi autrichien du chancelier autrichien Dollfuss, qui était opposé à l'*Anschluss*.

64. Le 27 mars 1938, Mackenzie King écrivait dans son journal: « Je crois que le monde va connaître un très grand homme, un mystique, en Hitler [...] bien que je ne puisse accepter certains aspects du nazisme — la cruauté, l'oppression des Juifs — [...] mais Hitler lui-même, le paysan, comptera un jour au même titre que Jeanne d'Arc, comme libérateur de son peuple et s'il est le moindrement prudent, il peut devenir le libérateur de l'Europe [...]». Mackenzie King, *op.cit.*

65. Qui furent, il ne faut pas l'oublier, observées de façon plus que relâchée. Durant la Deuxième Guerre mondiale, l'armée italienne sabotait systématiquement les ordres allemands de déportation et protégeait, dans la mesure du possible, les Juifs en territoires occupés. Pour De Felice, le fascisme devient antisémite à la suite de la conquête de l'Éthiopie. Renzo de Felice, *Storia degli ebrei italiani sotto il fascismo*, Bari, Laterza, 1996 [1961]. « Mussolini était épouvanté à l'idée de devoir faire face à une espèce de métissage italien, comme c'était arrivé aux Français dans leurs colonies. Il s'était rendu compte que le colonisateur italien n'avait pas la « continence » des Anglais: les rapports officiels de l'Éthiopie rendaient compte de « fréquentations » trop rapprochées entre les Italiens et les indigènes ». Pasquale Chiesa et Renzo De Felice, *Rosso e nero*, Milan, Baldini & Castoldi, 1995, p. 155-156.

66. Napoléon disait qu'avec les baïonnettes, on pouvait tout faire, sauf s'asseoir dessus...